

En Italie, la Zad de Mondeggi cultive le bien commun

28 mars 2018 / Clara Lesbros et Mathias Rollot



Depuis quatre ans, les occupants de la ferme de Mondeggi, près de Florence, expérimentent l'autogestion et la défense du territoire comme « bien commun ». Les auteurs de cette tribune y voient des parallèles avec Notre-Dame-des-Landes.

Clara Lesbros est étudiante à l'École nationale supérieure d'architecture de la ville et des territoires à Marne-la-Vallée. Mathias Rollot est architecte, enseignant-chercheur dans cette même école. Cette tribune est née du voyage réalisé par les étudiants du Master « transformation » de l'école en février 2018.

En toute proche périphérie de Florence, Mondeggi Bene Comune est un territoire appartenant depuis les années soixante à la métropole florentine. 200 hectares, dont 22 hectares de vigne, douze mille oliviers et six bâtisses historiques du XVIII^e siècle réparties sur quelques collines typiques de la Toscane : le site est immense et magnifique à la fois. Hélas, sa mauvaise gestion a entraîné au fil des décennies des dettes publiques importantes, et une liquidation de la société de gestion. Le lieu, abandonné, s'est sérieusement dégradé, jusqu'à ce que les pouvoirs publics décident de le vendre au plus offrant — des multinationales de l'alcool ou de l'hôtellerie, dont le projet est de transformer la zone en un parc rentable. C'était sans compter sur l'action citoyenne locale, qui refuse la marchandisation du paysage souhaitée par les institutions publiques.

À Mondeggi, personne n'utilise le mot de Zad. Pour autant, c'est bien de « zone à défendre » qu'il est question. Sur ce territoire tout proche de Florence, l'occupation illégale qui dure depuis 2014 n'a rien d'un acte gratuit. La lutte est politique : Mondeggi est un « *bien commun* » qu'il est hors de question de laisser aux intérêts privés, à la spéculation immobilière et au tourisme de luxe. De cette idée fondamentale du territoire comme « *bien commun* » est né le nom Mondeggi Bene Comune.

Les travaux récents de Daniela Poli, chercheuse à l'Université de Florence, nous aident à comprendre les origines de la lutte. L'universitaire raconte : « *Terra Bene Comune est un mouvement qui cherche à s'opposer à la vente de terrains publics tout en cherchant des opportunités d'insertion de jeunes agriculteurs sur des terres abandonnées. C'est de ce mouvement qu'est né le projet particulier de Mondeggi [1].* » Un terreau communautaire et associatif qui explique la vitalité de l'occupation : tandis qu'une vingtaine de personnes habitent en permanence le lieu au sein de deux habitations rénovées, ce sont plus de deux cents militants qui s'occupent du site.



Antonio, qui nous présente le site lors de notre visite, est formel : « *Mondeggi n'est pas une occupation du site par quelques-uns, ce n'est pas une privatisation du lieu par un petit groupe. Au contraire, l'enjeu est d'essayer de rendre ce territoire au plus grand nombre.* » Du point de vue de la gouvernance, le site est aujourd'hui régi par deux niveaux décisionnels. Une assemblée habitante, constituée d'environ 40 personnes, qui décide collectivement de tout ce qui relève de la vie quotidienne ; et une assemblée territoriale plus large, à laquelle participent tous les activistes et citoyens voisins qui n'habitent pas sur le

site mais désirent prendre part à l'occupation par d'autres moyens, qui décide pour sa part des questions aussi bien politiques et stratégiques que des sujets plus pratiques.

Les savoir-faire traditionnels se sont transmis à l'ensemble des occupants par le biais d'une école agricole conviviale

Un peu différemment des occupations militantes françaises, l'engagement s'inscrit ici avant tout dans une pratique agricole des lieux. Au fil des années, les savoir-faire traditionnels se sont transmis à l'ensemble des occupants par le biais d'une école agricole conviviale : entretenir les arbres, travailler la terre, construire des canaux drainants, réparer une toiture, élever des chèvres ou produire de l'huile d'olive. Une véritable **école biorégionaliste**, entièrement improvisée mais particulièrement efficace.



Ainsi des « parcelles » de 35 oliviers ont été créés, et sont entretenues en autogestion complète. Et sur la seule année 2017, une cinquantaine de parcelles ont été viabilisées. La majeure partie de la production est vouée à l'autoconsommation, tandis que quelques produits destinés à la vente aident les militants à crédibiliser leur occupation.

Quoiqu'illégal, l'entretien de ce patrimoine culturel vivant est une manière, pour les militants, de légitimer leur occupation. Car Antonio insiste : « *D'une certaine façon, en travaillant ici, nous payons nos impôts. C'est juste que ce que nous avons à offrir est d'une autre nature que financière : au lieu de donner de l'argent à l'État pour qu'il construise des autoroutes, nous offrons de notre temps, de nos savoir-faire et notre énergie pour remettre en état ce territoire, ses terres et ses bâtiments, rendre la terre cultivable et les plantations productives, viabiliser les constructions et en faire des lieux habitables à nouveau, et cela, au bénéfice de tous. C'est une forme d'impôt concret et directement appliqué, voilà tout.* »

Malgré l'incertitude quant à l'avenir du mouvement militant, la vente du site et les décisions politiques et judiciaires en cours, un sentiment de satisfaction émerge de Mondeggi. Car, aux dires des occupants, l'engagement est avant tout un acte symbolique destiné à dynamiser d'autres luttes. Et cet objectif-là est rempli chaque jour que l'occupation se poursuit. La zone a aussi hébergé, en novembre 2017, une rencontre nationale qui a réuni plus de 200 militants en provenance de toute l'Italie, des activistes venus pour échanger et faire profiter à tous et toutes de leurs expériences en matière de résistance.

Et puis, si l'occupation n'est toujours pas reconnue par les autorités publiques, la police a toutefois refusé par deux fois d'intervenir pour déloger les occupants. Un beau message adressé à cette occupation tournée vers l'intérêt général, le partage et le prendre soin des terres habitées.

- **Pour en savoir plus sur Mondeggi Bene Comune**

- le [site](#) ;
- la page [Facebook](#).



[1] (en italien) Daniela Poli, « Campagne Insorgenti. Agricoltura contadina e « bene comunitario » nella fattoria di Mondeggi a Firenze », Archivio di Studi Urbani e Regionali, n° 118/2017, pp.49-72, 2017.

Lire aussi : [En Auvergne, un magasin autogéré sauve un village de la désertification](#)

Source : Courriel à *Reporterre*

Photos : © Clara Lesbros et Mathias Rollot

- Dans les tribunes, les auteurs expriment un point de vue propre, qui n'est pas nécessairement celui de la rédaction.

- Titre, chapô et intertitres sont de la rédaction.

- Emplacement : [Accueil](#) > [Editorial](#) > [Alternative](#) >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/En-Italie-la-Zad-de-Mondeggi-cultive-le-bien-commun>